

Centre Public d'Action Sociale d'Erezée
Politique de protection de la vie privée et des données à caractère personnel

1. INTRODUCTION

Le Centre Public d'Action Sociale de Erezée (ci-après « le CPAS ») est attaché au respect de la vie privée et accorde une grande importance au caractère confidentiel des données qu'il traite ainsi qu'à la législation inhérente à la protection de la vie privée.

Notre politique en matière de protection des données à caractère personnel se fonde sur les dispositions légales applicables en la matière, dont le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, le « RGPD ») et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

La présente politique a pour but d'indiquer comment le CPAS traite vos données à caractère personnel qu'il collecte dans le cadre de ses missions.

2. QUI EST LE RESPONSABLE DU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ?

Le CPAS, dont les bureaux sont établis rue des Combattants, 15 à 6997 EREZEE, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0691528044, est le responsable du traitement des données à caractère personnel.

3. QUELLES SONT LES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL QUE NOUS TRAITONS ?

Une « donnée à caractère personnel », c'est toute information se rapportant à une personne physique susceptible d'être identifiée ou identifiable, directement ou indirectement (ci-après « données »).

Exemples de données à caractère personnel : un identifiant, un nom, une photo, un numéro de sécurité sociale, un matricule interne, une plaque d'immatriculation, une adresse postale, une adresse E-mail, une adresse IP, un numéro de téléphone, donnée de localisation, un enregistrement de message vocal, etc.

Le CPAS collecte vos données notamment lorsque vous introduisez une demande d'aide sociale ou de droit à l'intégration sociale, vous déposez votre candidature, etc.

Dès lors, les données à caractère personnel et/ou les catégories de données personnelles que nous sommes susceptibles de traiter sont, entre autres :

- Des données d'identification ;
- Des données financières ;
- Des caractéristiques personnelles ;
- La composition de ménage ;
- Des habitudes de consommation ;
- Des données relatives aux études et à la formation ;
- Des données relatives à la profession et à l'emploi ;

Cette liste est exemplative et non limitative.

Lorsque nous ne collectons pas les données à caractère personnel directement auprès de vous, vos données proviennent des bases de données publiques auxquelles nous avons accès afin de réaliser nos missions, par exemple la Banque carrefour de la sécurité sociale (BCSS).

4. A QUELLES FINS TRAITONS-NOUS VOS DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET SUR QUELLES BASE ?

Les données à caractère personnel vous concernant sont recueillies et traitées pour :

- Assurer le suivi des bénéficiaires du revenu d'intégration sociale ;
- Gérer les demandes d'aides sociales diverses (soins de santé, logement, allocations de chauffage, ...)
- Gérer les demandes de médiation de dettes ;
- Assurer un suivi en matière d'insertion socioprofessionnelle ;
- Organiser des activités culturelles et sportives ;
- Assurer la livraison de repas chauds ;
- Assurer le suivi du service de mobilité ;
- Gérer le personnel et les candidatures.

Cette liste est exemplative et non limitative.

Ces données sont traitées conformément à la présente déclaration et conformément aux dispositions du règlement européen sur la protection des données.

Elles ne seront traitées que par le personnel du CPAS et ses sous-traitants, aux seules fins décrites ci-dessus et afin d'améliorer le service.

5. COMBIEN DE TEMPS VOS DONNÉES SONT-ELLES CONSERVÉES ?

Afin de satisfaire à ses obligations légales, le CPAS conserve vos données pendant la durée fixée par les dispositions légales applicables.

6. LICÉITÉ DU TRAITEMENT

Dans le cadre de ses missions, le CPAS n'utilise vos données que sur base d'au moins un des fondements repris à l'article 6 du RGPD :

- La personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel pour une ou plusieurs finalités spécifiques ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci ;
- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis ;
- Le traitement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement ;
- Le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou par un tiers, à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant.

En toute circonstance, le CPAS s'engage à ne collecter et traiter vos données personnelles que dans la mesure où cela est strictement nécessaire pour l'accomplissement d'une des finalités énoncées dans la présente politique.

7. QUELS SONT VOS DROITS ?

Le RGPD garantit différents droits aux personnes concernées (article 12 à 22 du Règlement Général de la Protection des Données)

Droit d'accès

Il s'agit du droit d'obtenir, sur demande, de l'information sur les données à caractère personnel que le CPAS détient sur vous.

Droit de rectification

Il s'agit du droit de demander de rectifier ou de compléter, dans les meilleurs délais, des données à caractère personnel qui seraient inexactes ou incomplètes.

Droit à l'effacement

Dans certains cas, vous avez le droit de demander l'effacement de vos données à caractère personnel. C'est notamment le cas si :

- les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles avaient été collectées ou traitées par le responsable du traitement ;
- les données à caractère personnel ont fait l'objet d'un traitement illicite ;
- l'utilisateur retire son consentement et qu'il n'existe pas d'autre base légitime du traitement ;
- l'utilisateur, personne concernée, s'oppose au traitement, mais dans certains cas particuliers.

Le droit à l'effacement n'existe pas dans toutes les situations.

Droit à la limitation du traitement

Dans certains cas, vous avez le droit d'obtenir du responsable du traitement la limitation du traitement de vos données à caractère personnel, conformément à la législation applicable en matière de protection des données.

Droit à la portabilité des données

Vous avez le droit de recevoir vos données à caractère personnel dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, dans les conditions prévues par la législation applicable en matière de protection des données. Dans tous les cas, le droit à l'effacement des données reste d'application. Ce droit n'existe que si la base légitime du traitement est fondé sur l'article 6, § 1er, a) ou l'article 9, § 2, a) (consentement) ou l'article 6, § 1er, b) (exécution d'un contrat) du RGPD. Notez que les autorités publiques traitent des données à caractère personnel essentiellement parce qu'elles en ont l'obligation ou exercent des missions d'intérêt public ou relevant de leur exercice.

Droit d'opposition

Vous avez le droit de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, au traitement de vos données à caractère personnel si le traitement est fondé sur l'article 6, par. 1, e) (mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité public) ou f) (intérêts légitimes) du RGPD. Dans ce cas, le CPAS doit cesser le traitement des données à caractère personnel, à moins que le CPAS ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

8. COMMENT FAIRE VALOIR VOS DROITS ?

Vous pouvez envoyer vos demandes par courrier électronique à l'adresse dpo.cpas@erezee.be ou par courrier ordinaire à l'adresse suivante :

Centre public d'action sociale d'Erezée
À l'attention du délégué à la protection des données
Rue des Combattants, 15
6997 EREZEE

Pour garantir le respect de votre vie privée et assurer votre sécurité, nous prendrons les mesures nécessaires pour vérifier votre identité avant de vous permettre de consulter, et éventuellement de corriger, des données.

9. CLAUSE DE LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité du CPAS sera limitée exclusivement aux dommages directs.

Le CPAS ne peut être tenu responsable de tout dommage résultant d'une manipulation illégitime commise par des tiers sur les données à caractère personnel (vol de données, virus, hameçonnage ou autres infractions informatiques) ainsi que d'une manipulation illégitime commise par la personne concernée elle-même ou par un sous-traitant.

Le CPAS tient à préciser que le présent site internet peut contenir des liens hypertextes et autres références vers d'autres sites, mis à votre disposition à titre indicatif uniquement, que nous ne gérons et ne contrôlons pas. Le CPAS décline toute responsabilité pour tout contenu inadapté, illégitime ou illégal présent sur les hyperliens ainsi que pour les dommages pouvant résulter de leur consultation. Nous vous recommandons donc de lire attentivement les règles de protection de la vie privée de chaque site que vous visitez, ces règles pouvant différer de la présente déclaration.

10. A QUI ADRESSER VOS QUESTIONS/PLAINTES ?

Si vous pensez que nous manquons à l'une de nos obligations légales et/ou contractuelles, nous vous invitons à nous contacter en envoyant un courrier électronique à dpo.cpas@erezee.be ou un courrier ordinaire à l'adresse reprise ci-dessous :

Le CPAS d'Erezée
Service administratif (ou à l'attention du Délégué à la Protection des Données)
Rue des Combattants, 15
6997 EREZEE

Nous mettrons tout en œuvre pour vous assurer un suivi dans les meilleurs délais.

Toute réclamation, toute plainte ou tout grief peut être adressé en envoyant un courrier électronique à dpo.cpas@erezee.be ou un courrier à l'adresse précitée.

Au cas où notre réponse ne vous donnerait pas satisfaction, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données (APD).

Autorité de Protection des Données
Rue de la Presse 35
1000 Bruxelles

Tél.: +32 (0)2 274 48 00

Fax: +32 (0)2 274 48 35

E-mail: [contact\(at\)apd-gba.be](mailto:contact(at)apd-gba.be)

URL: <https://www.autoriteprotectiondonnees.be>

11. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE

La présente déclaration est régie par le droit belge. Tout litige lié à la présente déclaration fera l'objet d'une tentative de médiation amiable. En cas d'échec, le litige sera soumis à la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire de l'arrondissement de Marche-en-Famenne. Le CPAS se réserve le droit de se diriger vers un autre tribunal compétent, s'il le juge opportun.

12. MISE À JOUR

Le CPAS peut à tout moment apporter des corrections, des compléments ou des modifications à la présente politique de protection des données en fonction des évolutions futures de notre environnement, du développement de nouveaux services, et afin de mieux répondre aux normes légales.

La présente version a été mise à jour en novembre 2020.